

UNE LECTURE DE LA GUERRE DE GAZA

**Son timing, ses objectifs, l'impasse inéluctable
et la nécessité de repenser radicalement
le " processus de paix "**

par Karim EMILE-BITAR,
chercheur associé à l'IRIS

UNE LECTURE DE LA GUERRE DE GAZA

Son timing, ses objectifs, l'impasse inéluctable et la nécessité de repenser radicalement le « processus de paix »

La première chose qui vient à l'esprit en observant la guerre à outrance menée par Israël à Gaza, c'est d'abord un nauséux et pénible air de déjà vu. « This is like déjà vu all over again ! » comme dit la formule de Yogi Berra, mythique joueur de baseball américain, qui devint, bien avant Eric Cantona, célèbre pour ses aphorismes...

Au-delà du sentiment de lassitude et d'écœurement qui saisit ceux qui ont en mémoire les épisodes précédents (1982, 1996, 2006, pour ne citer que les plus sanglants), quelles remarques préliminaires pouvons-nous faire sur cette opération en cours, à laquelle l'officine de communication de l'armée israélienne a donné le doux nom d'« opération plomb durci », appellation qui a le grand mérite d'être plus franche que « Paix en Galilée »¹ (1982) et moins poétique que « Les raisins de la colère »² (1996) ?

Un timing judicieusement choisi par Israël

La première observation est liée au timing de cette guerre. Les stratèges militaires israéliens n'auraient pas pu choisir meilleure période pour lancer cette offensive prévue et préparée, selon Ehud Barak, depuis 6 mois. Cette période durant laquelle le président américain sortant est un « canard boiteux » était en effet idéale puisque l'Etat d'Israël est assuré que non seulement il bénéficiera de l'impunité habituelle, mais qu'il ne subirait même pas les habituelles remontrances verbales qui suivent l'apparition sur les écrans occidentaux des premières images de « victimes collatérales » des « smart bombs » à la légendaire « précision chirurgicale ».³

Ce timing a également l'avantage de mettre dans l'embarras le président élu, Barack Obama, et de lui forcer la main. Israël a difficilement digéré l'énorme vague de sympathie dont dispose ce dernier dans les opinions publiques arabes et musulmanes. En lui forçant la main, en le plaçant devant un fait accompli et en l'enjoignant de réaffirmer dès le départ le soutien inconditionnel des Etats-Unis à Israël, l'Etat hébreu contribue ainsi à « lever l'hypothèque Obama » dans le monde musulman et à lui faire perdre d'emblée le capital politique dont il disposait dans cette partie du monde et dont il aurait pu user à bon escient. Obama se retrouve coincé. D'un côté, il ne peut se permettre de débiter son mandat en critiquant Israël. De l'autre côté, l'absence de la

¹ Le militant pacifiste israélien Uri Avnery avait alors fait remarquer que « Paix en Galilée, c'est un nom sûrement plus vendeur que « Carnage au Liban » ! »

² Dans les colonnes de l'Express, le jeune étudiant à Sciences Po que j'étais alors avait rebaptisé l'opération et souligné que cette opération « Les raisins de la colère » allait faire germer « Les semences de la haine » et renforcer les mouvements islamistes.

³ Dans l'article de l'Express ci-dessus mentionné, j'écrivais qu'en lieu et place des « bombes chirurgicales », Israël avait inventé les « bombes tautologiques », puisque « Ambulance, école maternelle, camp de réfugiés des Nations Unies, toute cible visée devient automatiquement et a posteriori un « bastion du Hezbollah » ! »

En 1996, comme en 2006, les enquêtes menées par des organismes comme *Human Rights Watch* et publiées après les combats viendront contester ou démentir la thèse israélienne des « boucliers humains ». Ces enquêtes confirmeront par ailleurs le recours par Israël à des armes non conventionnelles.

moindre rupture dans la politique américaine vis-à-vis de cette région du monde lui fera très vite perdre son halo à l'international et perdre des points auprès de sa propre base progressiste qui l'a porté au pouvoir.⁴

En outre, l'opération intervient au bout de 16 mois d'un blocus qui avait déjà rendu Gaza exsangue et affaibli considérablement le Hamas. Elle a débuté alors que les relations interarabes et surtout inter-palestiniennes étaient au plus mal, et alors que le mandat du président de l'autorité palestinienne Mahmoud Abbas était sur le point d'expirer.

Le timing est également fondamental puisque cette guerre survient avant le déclenchement du dialogue annoncé entre les Etats-Unis et l'Iran. Il s'agit pour Israël de marquer des points et de rogner les ailes iraniennes avant que ne commence le « grand bargain », ce grand marchandage annoncé et qui doit permettre à l'Iran et aux Etats-Unis de parvenir à la fois à un *modus vivendi* sur la question nucléaire et à une détente sur les scènes libanaise et palestinienne, ce qui permettrait aux Etats-Unis d'être en meilleure position pour se dépêtrer des bourbiers irakien et afghan.

Finalement, et surtout, le timing est indubitablement lié à la proximité des échéances électorales israéliennes. La corrélation très claire qui existe entre l'approche des élections législatives israéliennes et la campagne militaire de l'armée israélienne contre Gaza vient illustrer une nouvelle fois la vieille maxime d'Henry Kissinger (« *Israel has no foreign policy, only domestic politics* »), par laquelle il voulait souligner que ce sont très souvent des considérations de politique intérieure qui expliquent les agissements d'Israël. Les sondages indiquant une avance du très droitier Benyamin Netanyahu, les deux autres candidats, Mme Livni de Kadima et M. Barak du parti travailliste, souhaitent surenchérir et montrer qu'eux aussi pouvaient être des faucons capables de la plus grande fermeté. M. Olmert souhaitait quant à lui redorer son image.

Effets boomerang et conséquences inattendues : lois d'airain de la politique israélienne

Barak et Livni auraient gagné à se souvenir qu'en 1996, cette volonté de surenchère sécuritaire n'avait pas porté chance à Shimon Peres. C'était également à l'approche d'un important scrutin (déjà contre M. Netanyahu) que Peres, animé en grande partie par des raisons électoralistes, et voulant lui aussi montrer sa « fermeté », avait déclenché l'opération « Raisins de la colère », une violente offensive contre le Liban, qui s'était conclue dans le bain de sang du camp de réfugiés des Nations Unies, le premier carnage de Cana, qui fut qualifié de « délibéré » par la commission d'enquête des Nations Unies.⁵ Shimon Peres avait alors perdu les élections de justesse (80.000 voix) et l'ironie du sort, qu'avait alors relevée le grand historien israélien Zeev Sternhell⁶, est qu'il y avait dans les urnes bien plus que 80.000 bulletins blancs, venants de la gauche, des gens qui auraient d'ordinaire voté pour Peres mais qui ont préféré voter blanc pour montrer leur indignation suite à la sanglante expédition libanaise. L'immuable « loi des conséquences inattendues » avait frappé, et cette loi devrait inciter les commentateurs à beaucoup d'humilité lorsqu'ils souhaitent pronostiquer l'avenir en Israël.

⁴ Un récent sondage Rasmussen a en effet montré que la base électorale du parti démocrate était beaucoup plus favorable aux Palestiniens que ne l'est l'establishment du Parti et ses représentants au Sénat et au Congrès.

⁵ Le fait que l'ONU soit systématiquement pris pour cible à chacune des guerres israéliennes, et l'acharnement des intellectuels pro-israéliens à discréditer l'ONU sous tous les prétextes s'expliquent peut-être par le fait que cette organisation, quelles que soient ses dérives et imperfections, et elles sont nombreuses, est la seule et dernière organisation qui tient le registre des crimes d'hier et d'aujourd'hui, ainsi que le registre des résolutions bafouées ou ignorées.

⁶ Sternhell fut récemment la victime d'un attentat terroriste perpétré par les colons d'extrême droite.

La « loi des conséquences non souhaitées ou inattendues » (*«law of unintended or unforeseen consequences»*) est en effet une des rares lois d'airain de la politique israélienne. Initialement formulée par Adam Smith et enseignée en sciences économiques, cette loi fut transposée et appliquée à la politique israélienne par l'universitaire réputé de Harvard et ancien de la Haganah Nadav Safran, auteur de plusieurs ouvrages de référence.⁷ Ariel Sharon, lorsqu'il a manigancé l'invasion israélienne du Liban en 1982 ne s'attendait certainement pas à ce que cette invasion ne donne naissance au Hezbollah, un mouvement islamiste de guérilla autrement plus redoutable que les milices du Fatah qu'Israël voulait alors éradiquer. Pour les mêmes raisons, nul ne peut prédire ce que va provoquer cette guerre à Gaza, hormis une radicalisation de l'opinion palestinienne et une détermination accrue à aller jusqu'au bout du combat indépendantiste.

Quelques années après sa guerre de 1996 contre le Hezbollah, mouvement né de l'invasion israélienne de 1982, Shimon Peres déclarera lui-même que c'est également Israël qui avait favorisé l'émergence du Hamas, toujours dans l'optique d'affaiblir le Fatah laïc de Yasser Arafat. La charte du Hamas, ridicule et pleine de fanfaronnades, était déjà rédigée et connue de tous lorsque les services israéliens s'employaient à marginaliser le Fatah et à soutenir la montée en puissance de cette branche palestinienne des Frères musulmans, en espérant qu'elle suivrait la voie des Frères musulmans égyptiens ou jordaniens, qui se focalisent sur des questions religieuses plutôt que de mener des combats politiques contre Israël.

Des objectifs multiples, difficiles à quantifier et à atteindre

Comme à l'accoutumée dans ce type de guerre, les objectifs de celle qui a débuté le 27 décembre 2008⁸ sont multiples. Quelques-uns sont officiels, d'autres, peut-être plus importants, sont officieux, et la plupart, surtout les plus risqués et incertains, sont tus ou cachés.

Parmi les objectifs affichés par Israël, clairement énoncés par les dirigeants, « mettre un terme aux tirs de roquettes » et « faire cesser la contrebande d'armes via les tunnels souterrains ». Ces deux premiers objectifs peuvent sembler recevables. L'éminent historien Rashid Khalidi, peu suspect de sympathies pro-israéliennes, n'a pas hésité à affirmer que les tirs de roquettes du Hamas étaient « illégaux, immoraux et stupides. » Mais, sans accord avec le Hamas, l'objectif de faire cesser les roquettes est difficilement atteignable et il sera toujours impossible de contrôler toutes ces petites roquettes artisanales et leurs très mobiles et primitives « rampes de lancement ». Quant à l'objectif de faire cesser la contrebande d'armes, il est, comme l'a reconnu Bernard Kouchner, lié au blocus. Le blocus crée toutes sortes de contrebandes, et qui peut faire passer des cigarettes ou des produits alimentaires pourra également faire passer des armes légères.

Mais Israël a également claironné un troisième objectif beaucoup plus large : « éradiquer le Hamas ». Sans même que nous n'abordions la question de fond, avoir annoncé officiellement souhaiter « éradiquer le Hamas » est une erreur de communication classique mais néanmoins flagrante. Elle permettra au Hamas de clamer victoire quand bien même il aurait subi d'énormes pertes. Il ne s'agira bien sûr que d'une victoire politique symbolique, mais les dirigeants du Hamas sauront exploiter cela en soulignant le simple fait que leur mouvement existe toujours, nonobstant la volonté d'Israël de l'« éradiquer ».

⁷ Notamment Israel, *The Embattled Ally*, Belknap, Harvard University Press, 1978

⁸ A la question de savoir qui a « rompu la trêve », CNN, guère connue pour sa sympathie envers le Hamas, estime que c'est bien Israël. Un bref extrait de 5 minutes, largement diffusé sur le Net, et accessible à l'adresse <http://www.youtube.com/watch?v=KntmpoRFX4>, est assez édifiant.

En sus de ces objectifs officiels, l'objectif essentiel, quasiment avoué et qui est dans tous les esprits est celui de restaurer la « capacité de dissuasion » de l'armée israélienne, après que celle-ci ait été, pour la première fois de son histoire, mise en échec par le Hezbollah durant la guerre de juillet 2006. Restaurer la force de dissuasion est un objectif difficilement quantifiable. Le moral de la population israélienne n'étant qu'un baromètre imprécis et fluctuant.

Autre objectif très important, mais inavoué puisqu'il ressort de la guerre psychologique, celui qu'a bien décrit l'historien Tom Segev dans Haaretz, dès le début de la guerre. Il s'agit de « mettre au pas » les Palestiniens, de les « mater », de leur « donner une leçon », de leur « faire regretter d'avoir choisi le Hamas », de les « inciter à changer de comportement. » Cet objectif est lamentable et voué à l'échec, comme l'a souligné Segev, car il repose sur une logique coloniale qui a montré son échec à maintes reprises dans l'histoire, lorsque les dirigeants israéliens ont entretenu l'illusion d'imposer aux Palestiniens un leadership dont ceux-ci ne voulaient pas.

Parmi les autres objectifs inavoués, signalons qu'Israël, comme l'Égypte d'ailleurs, ne verrait pas d'un mauvais œil la reprise du contrôle par le Fatah des barrages frontaliers, notamment celui de Rafah. En scindant Gaza, Israël espère probablement permettre aux hommes de Mohammed Dahlan, leader controversé du Fatah réputé très proche des États-Unis, de reprendre le contrôle de la bande et des postes frontaliers. Les groupes armés loyaux envers Dahlan sont depuis plus de trois ans soutenus, financés et armés par l'administration américaine.⁹

L'inéluctable enlèvement

Comme à l'accoutumée, cette nouvelle tentative d'apporter une solution militaire au conflit se heurtera à un mur de béton armé.

Certes, les frappes israéliennes vont affaiblir militairement le Hamas, mais comme nous l'avons mentionné plus haut, le mouvement ne sera point « éradiqué » et sa simple survie prendra des allures de victoire politique, morale et symbolique aux yeux des populations de la région.

En outre, l'affaiblissement militaire du Hamas, s'accompagnera d'un très grand affaiblissement politique du Fatah. Mahmoud Abbas est aujourd'hui de plus en plus contesté, et beaucoup sont ceux, dans ses propres rangs, qui remettent en cause sa stratégie. Il a montré une très grande souplesse de l'échine, avalé énormément de couleuvres au nom du « processus de paix », et n'a réussi à obtenir en retour aucune concession de la part d'Israël. Aucune garantie quant à l'arrêt de la colonisation, et aucun calendrier de retrait des territoires occupés. En outre, son mandat vient officiellement d'expirer.

L'impasse militaire israélienne et l'impasse au niveau inter-palestinien seront accompagnées d'une troisième impasse, celle des relations entre les puissances régionales. En effet, paradoxalement, cette guerre a mis simultanément dans l'embarras les deux camps qui s'affrontent au sein du monde arabo-musulman :

Elle a mis dans l'embarras les pays arabes qualifiés de « modérés » (les pays pro-américains comme la Jordanie, l'Égypte, l'Arabie Saoudite...), qui se retrouvent en porte à faux par rapport à leur opinion publique, et leurs

⁹ Ce qui était un « secret de polichinelle » a été confirmé le 12 janvier 2009 par Norman Olsen, ancien diplomate américain en poste à Tel Aviv et à Gaza, dans un article publié par le Christian Science Monitor sous le titre « An Inside story of how the US magnified Palestinian suffering. »

dirigeants doivent quotidiennement jongler pour maintenir leurs relations privilégiées avec les Etats-Unis tout en contenant la colère de leurs peuples.

Elle a mis aussi dans l'expectative l'axe irano-syrien, qui se préparait à une détente avec l'administration Obama. L'Iran ne souhaite pas compromettre les opportunités d'un "grand marchandage » avec les Etats-Unis. La Syrie, quant à elle, se pose des questions quant à l'avenir des négociations de paix qui se sont ouvertes avec Israël. Elles étaient jusqu'à aujourd'hui indirectes par l'intermédiaire de la Turquie, mais le président syrien avait déjà déclaré qu'il était prêt à entamer des négociations directes. Ce qui est aujourd'hui remis en cause.¹⁰

Autre point très important, les relations turco-israéliennes, qui faisaient la fierté de Dick Cheney et de ses acolytes, se sont elles aussi sérieusement détériorées suite aux très vigoureuses condamnations par Erdogan des méthodes israéliennes. Recep Tayyip Erdogan s'est semble-t-il senti trahi par Ehud Olmert qui ne l'avait pas informé de ses réelles intentions. Si cette tension turco-israélienne persiste ou s'envenime, il s'agirait d'un bouleversement majeur dans la géopolitique moyen-orientale.

Finalement, l'impasse militaire israélienne s'accompagnera d'une nouvelle détérioration de l'image de ce pays dans le monde. Lorsque des personnalités comme Jimmy Carter ou Desmond Tutu nous disent d'une même voix que la situation dans les Territoires palestiniens est « pire que l'apartheid », lorsque l'ancien ministre des Affaires étrangères Roland Dumas parle de « nettoyage ethnique », lorsque l'ambassadeur Stéphane Hessel, ancien déporté à Buchenwald, dernier survivant parmi les rédacteurs de la Déclaration universelle des droits de l'homme, ressent le besoin, à 92 ans, de descendre manifester et de s'égosiller aux cris d' « Israël assassin », lorsque le cardinal Renato Martino, ministre de la justice et de la paix du Vatican, compare Gaza à un « camp de concentration », lorsque certains des plus grands intellectuels et des plus grandes autorités morales du peuple juif disent avoir honte des agissements qu'Israël commet en leur nom, il est clair, quoi qu'on pense du caractère approprié ou inapproprié des propos ci-dessus évoqués, que l'image d'Israël est sérieusement ternie. Il n'y a plus grand-chose que la propagande israélienne puisse faire, hormis limiter les dégâts. Et les interventions médiatiques de quelques philosophes d'opérette à la Glucksmann ne font que ternir encore plus l'image d'Israël, tant ils se ridiculisent eux-mêmes par leurs outrances, leurs hypocrites et sélectives indignations.

Repenser radicalement le « processus de paix »

Le constat est accablant. D'un point de vue israélien, échec des solutions militaires. D'un point de vue arabe, échec simultané de la « résistance armée » et de la « modération arabe ». Du côté israélien, fatigue et soif de sécurité. Du côté arabe, fatigue et soif de dignité. 15 ans après la signature des accords d'Oslo, aucun progrès concret ne semble avoir été réalisé. Viciés dès l'origine car mal négociés¹¹, ces accords auraient néanmoins pu permettre quelques sérieuses avancées n'eut été l'assassinat d'Itzhak Rabin par un extrémiste juif, puis l'arrivée au pouvoir en Israël des ultranationalistes, adversaires de toutes concessions.

¹⁰ La Syrie tire un avantage indirect. L'impunité totale des dirigeants israéliens face au meurtre de centaines d'enfants innocents affaiblit l'argumentaire des partisans du tribunal international devant juger les responsables de l'assassinat de Rafic Hariri. La Syrie a beau jeu de noyer sa responsabilité en évoquant les «deux poids et deux mesures», au demeurant bien réels.

¹¹ Les négociateurs palestiniens ne disposaient même pas de cartes géographiques et négociaient en anglais, une langue qu'ils maîtrisaient mal. Arafat était en partie soucieux de damer le pion à la nouvelle génération de leaders palestiniens (Haidar Abdel Chafi, Hanan Ashrawi, Faycal Hussein...) qui avait émergée au moment de la Conférence de Madrid en 1991 et qu'il a, selon Abdel Chafi, sciemment tenu à l'écart des négociations d'Oslo, lesquelles furent menées par des personnalités de bien moindre envergure.

Nicolas Sarkozy, Bernard Kouchner, Gordon Brown, Condoleeza Rice et même George W. Bush ont tous prononcé, un jour ou l'autre, la même phrase : « la colonisation est le principal obstacle à la paix. » Or Yasser Arafat à Oslo n'avait réussi à obtenir aucun engagement concret quant au retrait des territoires occupés ou à la cessation de la colonisation. Les colons étaient, au moment d'Oslo, au nombre de 135.000 pour la Cisjordanie et 120.000 à Jérusalem-Est. 15 ans après ces « accords de paix », le nombre de colons s'élève à plus de 280.000 pour la Cisjordanie et à près de 200.000 pour Jérusalem-Est. Face à ces faits accomplis sur le terrain, l'émergence d'un Etat palestinien viable, c'est-à-dire disposant d'une continuité territoriale et des attributs de la souveraineté, est rendue plus que jamais incertaine. Cet Etat palestinien viable étant une condition sine qua non d'une paix véritable, c'est là qu'est le cœur du problème et non pas dans ce phénomène ultérieur que constituent les tirs de roquette du Hamas. Le Hamas ne serait d'ailleurs sûrement pas monté en puissance si les signataires des accords d'Oslo avaient pu justifier leurs politiques par l'obtention d'avancées concrètes.

Dès lors, on voit mal comment on pourrait sortir de l'impasse actuelle sans revenir aux fondamentaux et repenser la façon de parvenir à une paix juste et durable. L'approche visant à soutenir l'Autorité palestinienne, à la maintenir sous perfusion économique tout en repoussant aux calendes grecques les questions de fond (occupation, colonisation, statut final de Jérusalem) est une approche vouée à l'échec. Elle ne fera qu'affaiblir cette Autorité et renforcer ses adversaires qui lui reprochent son inanité, sa corruption et son incapacité à délivrer l'Etat palestinien tant attendu.

Seule une intervention occidentale ferme, qui garantirait aux Palestiniens que leurs revendications de fond sur les trois domaines ci-dessus mentionnées seront enfin prises en compte, est susceptible d'étancher la soif de dignité des Palestiniens, et de les amener ainsi à se détourner du Hamas, et ce n'est qu'alors que pourrait être étanchée cette « soif israélienne de sécurité » dont parle Shimon Peres.